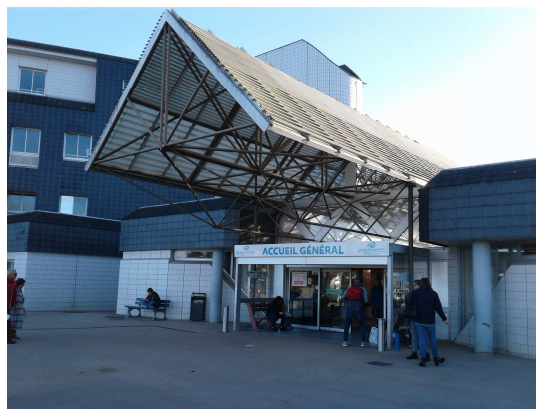


RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION

Code de la santé publique articles L.1334-12-1 à L.1334-17, R.1334-19, R.1334-22 et R.1334-29-6
Décret n°2011-629 du 3 juin 2011
Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Décret no 2013-594 du 5 juillet 2013
Décret n°2015-789 du 29 juin 2015
Arrêté du 26 juin 2013
Arrêté du 25 juillet 2016
Norme NFX 46-020 – AOUT 2017

Rapport N° 450633 établi le 17/11/2017

**Bâtiment B20
Boulevard Maurice Guillaudot
Centre Hospitalier Bretagne Atlantique
56000 VANNES**



Donneur d'ordre :

Représentant ayant accompagné l'opérateur de repérage : Chargé d'affaire M.Chevance

Laboratoire ayant effectué les éventuelles analyses :

ITGA - Espace Performance - Bâtiment K - 35760 SAINT GREGOIRE - Numéro d'accréditation COFRAC : 1-5970

Opérateur de repérage : Thomas POUPARD

QUALICONSULT IMMOBILIER

Direction Régionale Ouest

6bis, rue Alessandro Volta - BP 708

44481 CARQUEFOU Cédex

Tél. 02 51 13 14 17 - ouest.qci@qualiconsult.fr

QUALICONSULT IMMOBILIER - RCS PARIS 490 676 293

6b, rue Volta - BP 708 44470 CARQUEFOU - Tel./Fax. : 0251131231 - 0251139944

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros - R.C. PARIS B 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00569 - APE 7120 B

Siège social : 8, rue Jean Goujon - 75008 PARIS - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

SOMMAIRE

I.	CONCLUSIONS	3
II.	CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION :	4
III.	OBSERVATIONS :	4
IV.	PREAMBULE	5
V.	BUT DE LA MISSION.....	5
VI.	TEXTES REGLEMENTAIRES.....	5
VII.	METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC.....	7
	1. Obligations du donneur d'ordre	7
	2. Phase de repérage	7
	3. Phase prélèvement et analyse d'échantillons	7
VIII.	LOCAUX VISITES ET NON VISITES	8
	1. Liste des locaux visités et non visités	8
	2. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante	8
	3. Liste des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante	8
IX.	RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE	8

ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION ETT DE COTATION DES OUVRAGES ET PARTIES D'OUVRAGES

ANNEXE 2 - PLANS ET CROQUIS

ANNEXE 3 – PROCES VERBAUX DE LABORATOIRE

ANNEXE 4 - ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE 5 - ATTESTATION DE CERTIFICATION

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

I. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante:

MATERIAU	LOCALISATION DU MATERIAU	OBSERVATIONS / REMARQUES / MOTIFS
Joint gris (Encadrement de fenêtre aluminium)	Avancée, SAS d'entrée	/
Joint blanc (Toiture et étanchéité)	Avancée	/

Certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles. Des investigations approfondies complémentaires devront être réalisées juste avant ou pendant les différentes étapes des travaux :

INVESTIGATIONS APPROFONDIES COMPLEMENTAIRES	MOTIF
faux plafonds métallique situés dans le SAS d'entrée, plénum.	faux plafonds métallique situés dans le SAS d'entrée sont fixés, le plénum n'a pu être visité.

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

II. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION :

Liste des documents fournis par le donneur d'ordre	Observations	Voir annexe
Plans ou croquis		
Non		ANNEXE 1
Autres documents relatifs à la construction		
Non		/
Rapports de repérage antérieurs		
Non		/

III. OBSERVATIONS :

Intitulé de l'observation	OUI	NON	Sans Objet	Observations
Un plan de prévention a été réalisé avant intervention sur site	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Le bâtiment était vide d'occupants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Le bâtiment était vide de meubles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les équipements et installations étaient en services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les équipements et installations étaient alimentés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Le vide sanitaire était visitable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les combles ou la toiture terrasse étaient accessibles et visitables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Justification des écarts à la norme NFX 46-020	Sans Objet			
Observations	Présence d'un revêtement alu/PVC anti dérapant dans l'avancée et le SAS d'entrée. Les bâtis de fenêtre fixe situé de chaque côté ne sont pas concernés par les travaux.			

Propriétaire : CENTRE HOSPITALIER BRETAGNE - ATLANTIQUE 20 Bd Gal M. Guillaudot BP 70555 - 56017 VANNES CEDEX

Organisme ayant réalisé la mission :

QUALICONSULT IMMOBILIER - Agence de NANTES TRAVAUX -

Contrat d'assurance : **MMA IARD - n°127.106.241** valide jusqu'au 31 décembre 2017

Opérateur de repérage : **Thomas POUPARD**

Certificat de compétence : **I.CERT - Parc Edonia - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE (CPDI 3296)**

Date de réalisation de la mission : le 13/11/2017

Date de la visite de reconnaissance : le 13/11/2017

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

IV. PREAMBULE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante des principaux éléments de la construction dans le cadre **de la démolition de l'immeuble sis :**

**Bâtiment B20
Boulevard Maurice Guillaudot
Centre Hospitalier Bretagne Atlantique
56000 VANNES**

Un arrêté conjoint des ministres chargés du travail, de la santé, de la construction définit les catégories de matériaux et produits devant faire l'objet de ce repérage ainsi que les modalités d'intervention.

Rapports de repérage amiante antérieurs :

Néant

V. BUT DE LA MISSION

Etablir un repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante préalablement à la démolition de l'immeuble bâti.

Le repérage a été réalisé conformément à l'article R 1334-22 du code de la santé publique et aux modalités de repérage définies par l'arrêté du 26 juin 2013. Les modalités d'exécution du repérage et le présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF X 46-020 d'août 2017.

VI. TEXTES REGLEMENTAIRES

- Code de la Santé Publique articles L.1334-12-1 à L.1334-17, R.1334-19, R.1334-22 et R.1334-29-6
- Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Norme NFX 46-020 – Août 2017 : repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

Décret du 3 juin 2011 – Liste C

Composants de la construction	Parties des composants à vérifier ou à sonder
Toitures et étanchéité	
Plaques ondulées	Plaques en fibres-ciment
Ardoises	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment
Eléments ponctuels	Conduits de cheminée, conduits de ventilation...
Revêtements bitumeux d'étanchéité	Bardeaux d'asphalte ou bitumé (Shingle), pare-vapeur, revêtements et colles
Accessoires de toitures	Rivets, façtages, closoirs...
Façades	
Panneaux sandwichs	Plaques, joints d'assemblage, tresses...
Bardages	Plaques et "bacs" en fibres ciments, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage
Appuis de fenêtres	Eléments en fibres-ciment
Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation
Poteaux (périphériques et intérieurs)	Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux, peintures intumescents
Cloisons légères ou préfabriquées	Panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment
Gaines et coffres verticaux	Flocage, enduits projetés et lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux
Portes coupe-feu / Portes pare-flamme Ascenseurs, monte-charge	Vantaux et joints
Plafonds et faux plafonds	
Plafonds	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciments, composite)
Poutres et charpentes	Flocages, enduits projetés, peintures intumescents
Interfaces entre structures	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation
Gaines et coffres horizontaux	Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux
Faux plafonds	Panneaux et plaques
Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement)	Dalles plastiques, colles bitumeuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumeux des fondations
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages
Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eau, autres)	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment
Conduits de vapeur, fumée, échappement	Conduits en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Vide-ordures	Conduit en fibres-ciment
Ascenseurs et monte charge	
Portes palières	Portes et cloisons palières
Trémies, machinerie	Flocage, bourre, murs/planchers, joints mousse
Equipements divers	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peintures anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante
Installations industrielles	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peintures anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages
Coffrages perdus	
Coffrages et fonds de coffrage perdus	Eléments en fibres-ciment

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

VII. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

1. Obligations du donneur d'ordre

Dans le cadre d'une mission de repérage avant démolition, **le donneur d'ordre doit communiquer à QUALICONSULT IMMOBILIER le programme détaillé du projet de démolition**, les plans du bâtiment ainsi que tout document pouvant faciliter la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante (rapports antérieurs, document concernant la construction, ...).

En cas de repérage avant démolition, le donneur d'ordre doit définir la nature et le périmètre de l'opération. Il ne doit pas imposer la méthode de repérage, celle-ci étant définie par la norme NF X 46-020.

Il ne doit pas définir le nombre de prélèvements à analyser. Le nombre d'investigations approfondies, de sondages, de prélèvements et d'analyses à effectuer ne peut pas être déterminé avant l'achèvement de la mission de repérage.

Le donneur d'ordre à la responsabilité de fournir à QUALICONSULT IMMOBILIER tous les moyens d'accès pour le bon déroulement de sa mission et cela en assurant la sécurité de l'opérateur de repérage. Il désigne un accompagnateur qui doit avoir une connaissance des lieux et qui dispose de tous les instruments d'accès nécessaires.

Le donneur d'ordre informe les occupants et exploitants, de l'intervention qui doit être réalisée dans les locaux, et organise leur présence, si nécessaire, pour accéder à certaines zones. Le donneur d'ordre ou son représentant prend, à la demande de l'opérateur de repérage, les dispositions pour faire évacuer temporairement les locaux si les investigations le requièrent ;

Le donneur d'ordre est tenu :

- de vérifier la cohérence entre le programme de travaux, le périmètre et le programme de repérage proposés ;
- de fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.), et d'en définir les conditions d'utilisation ;
- de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandés par l'opérateur de repérage ;
- d'informer l'opérateur de repérage en cas de modification du projet,

En cas de manquement à ces obligations, aucune réclamation ne pourra être portée par le donneur d'ordre dans l'hypothèse où ce rapport venait à être incomplet.

2. Phase de repérage

La phase de repérage comporte deux étapes :

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage s'enquiert des caractéristiques constructives de l'immeuble ; pour cela, il recherche des zones présentant des similitudes d'ouvrage

Dans un second temps, il :

- recherche et identifie les matériaux ou produits objets du programme de repérage ;
- repère les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante ;
- conclut sur la présence ou l'absence d'amiante.

Tout au long de la mission, les matériaux et produits du programme de repérage sont enregistrés ainsi que leurs caractéristiques (nature, localisation, forme, aspect, etc.).

Avertissements :

Le repérage est réalisé conformément à la norme NF X 46-020, qui définit la fréquence des prélèvements et des sondages au sein de zones présentant des similitudes d'ouvrage. Compte tenu de l'hétérogénéité de certains matériaux et de leur mise en œuvre parfois aléatoire (par exemple les enduits), il est possible que certains éléments n'aient pu être identifiés avant le début des travaux. En cas de doute, des investigations approfondies devront être engagées. Les sondages et investigations approfondies ont été réalisés conformément à l'annexe A de la norme NF X 46-020. Cependant, Il est possible que des revêtements de sol anciens (dalles, colles, ragréages...) n'aient pas été détectés car masqués par un autre revêtement qu'il aura été impossible d'arracher ou enlever le jour de la visite, les locaux étant par exemple encore en activité ou des meubles masquant ces revêtements étant encore en place.

3. Phase prélèvement et analyse d'échantillons

Chaque prélèvement a été réalisé avec un outil adapté à la nature du produit ou du matériau puis placé dans un contenant étanche doublé sur lequel ont été portées les indications nécessaires à son identification. Afin d'éviter toute contamination croisée, le matériel a été soigneusement nettoyé à l'aide de lingettes humides entre chaque prélèvement.

Les prélèvements feront l'objet si besoin d'une analyse par un laboratoire accrédité par le COFRAC au titre du programme 144 sous le n° 1-1029. Les méthodes de prélèvements et d'analyses appliquées sont conformes au programme d'accréditation des laboratoires n°144 « Essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air » du COFRAC.

En fonction de la nature du matériau à analyser, les techniques d'analyses appliquées sont les suivantes :

- La microscopie optique à lumière polarisée (MOLP)
- La microscopie électronique à transmission analytique (META).

Ces techniques d'analyses sont prescrites dans l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003 « relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

VIII. LOCAUX VISITES ET NON VISITES

1. Liste des locaux visités et non visités

Etage	Locaux visités	Zones non accessibles	Remarques
Rdc - Extérieurs	Avancée, SAS d'entrée	/	/

2. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Localisation	Composant	Partie de composant	Critère de conclusion
Avancée	Encadrement de fenêtre aluminium	Joint gris	P3
Avancée	Toiture et étanchéité	Joint blanc	P7

3. Liste des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

Localisation	Composant	Partie de composant	Critère de conclusion
Avancée	Revêtements de sol	Colle de carrelage 40x40 gris tacheté + ragréage	P1
SAS d'entrée	Revêtements de sol	Colle de carrelage 40x40 gris tacheté + ragréage	Cf. P1
Avancée	Revêtements de sol	Ragréage seul	P2
SAS d'entrée	Revêtements de sol	Ragréage seul	Cf. P2
Avancée	Encadrement de fenêtre aluminium	Joint souple noir	P4
SAS d'entrée	Encadrement de fenêtre aluminium	Joint souple noir	Cf. P4
Avancée	Poteaux métallique	Peinture marron	P5
Avancée	Toiture et étanchéité	Joint souple (type silicone)	P6
Avancée	Revêtements de sol (étanchéité)	Joint souple gris (type silicone)	P8

IX. RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1^{er} juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret No 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1^{er} janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

ANNEXE 1 FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

N° échantillon	Date du prélèvement	Composant de la construction	Partie du composant	Localisation du prélèvement	Présence d'amiante	Croquis n°	Photo n°	Avis / interprétation
P1	13/11/2017	Revêtements de sol	Colle de carrelage 40x40 gris tacheté + ragréage	Avancée	Négatif	1	1	
P2	13/11/2017	Revêtements de sol	Ragréage seul	Avancée	Négatif	1	2	
P3	13/11/2017	Encadrement de fenêtre aluminium	Joint gris	Avancée	Positif	1	3	
P4	13/11/2017	Encadrement de fenêtre aluminium	Joint souple noir	Avancée	Négatif	1	4	
P5	13/11/2017	Poteaux métallique	Peinture marron	Avancée	Négatif	1	5	
P6	13/11/2017	Toiture et étanchéité	Joint souple (type silicone)	Avancée	Négatif	1	6	
P7	13/11/2017	Toiture et étanchéité	Joint blanc	Avancée	Positif	1	7	
P8	13/11/2017	Revêtements de sol (étanchéité)	Joint souple gris (type silicone)	Avancée	Négatif	1	8	

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

ANNEXE 2 - PLANS ET CROQUIS

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20**
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES

[illegible]

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20**
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES

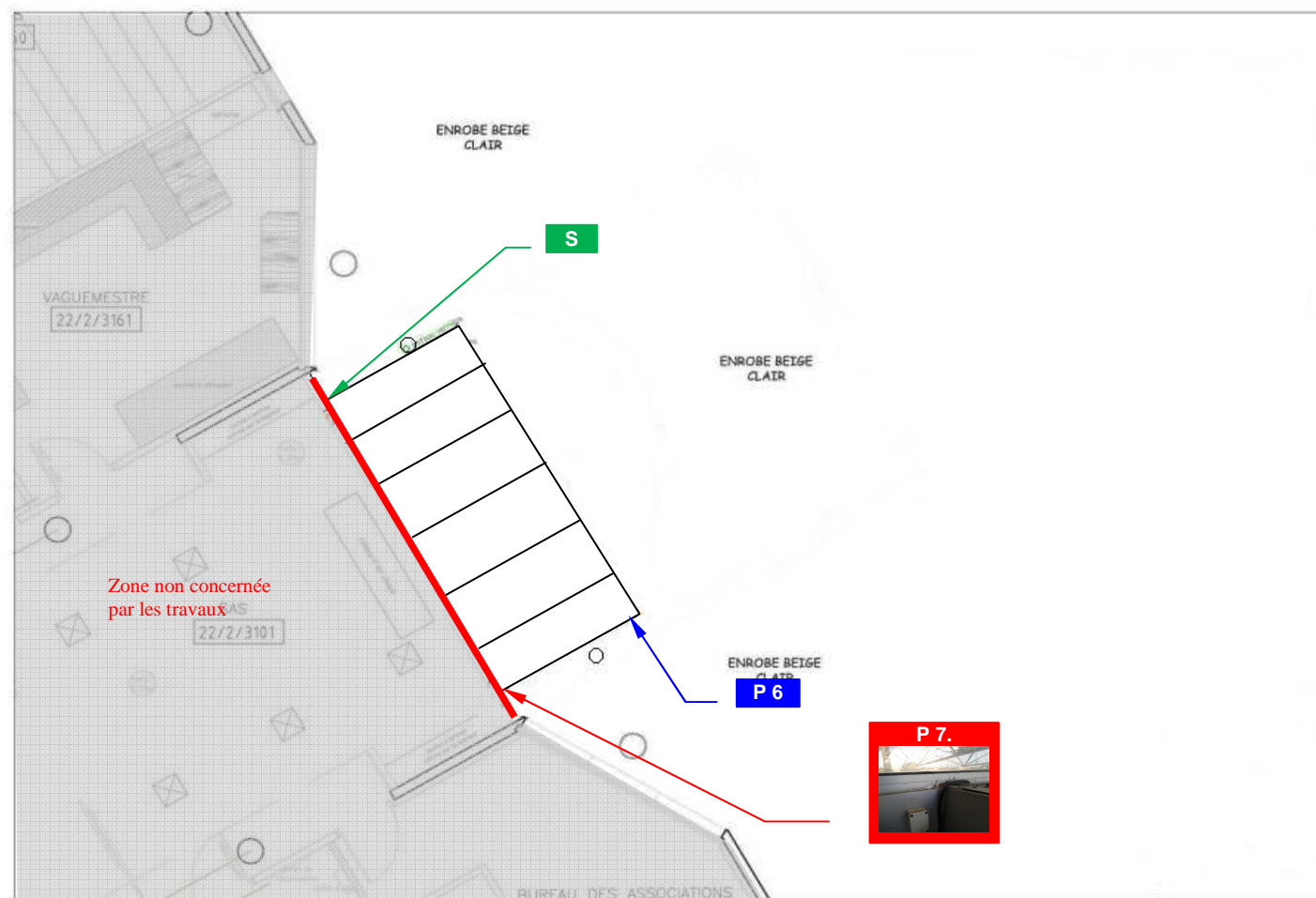
[illegible]

PLANCHE DE REPERAGE USUEL

Indice de révision : 0

Origine du plan / Auteur : Thomas POUPARD

VUE en PLAN

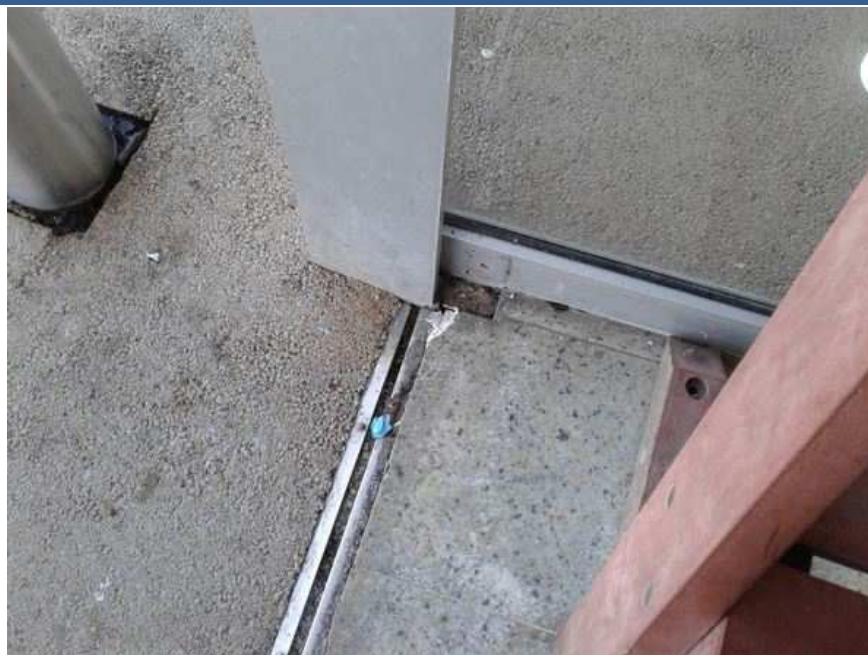
QUALICONSLT IMMOBILIER - RCS PARIS 490 676 293
6bf, rue Volta - BP 708 44470 CARQUEFOU - Tel./Fax. : 0251131231 - 0251139944
Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros - R.C. PARIS B 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00569 - APE 7120 B
Siège social : 8, rue Jean Goujon - 75008 PARIS - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

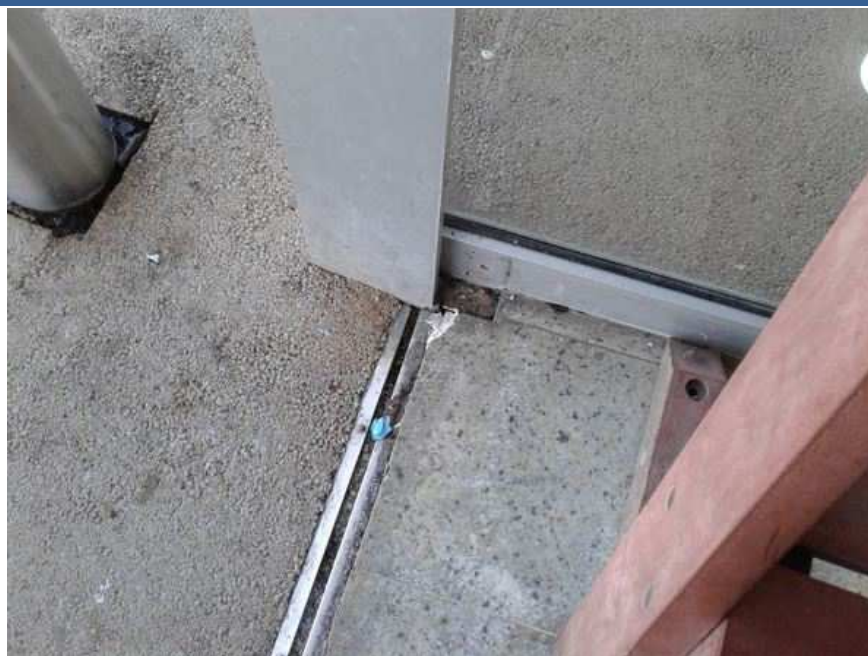
PRELEVEMENT : P1

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Revêtements de sol
Partie du composant	Colle de carrelage 40x40 gris tacheté + ragréage
Présence d'amiante	Non
Plan N°	/



PRELEVEMENT : P2

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Revêtements de sol
Partie du composant	Ragréage seul
Présence d'amiante	Non
Plan N°	/



Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

PRELEVEMENT : P3

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Encadrement de fenêtre aluminium
Partie du composant	Joint gris

Présence d'amiante **Oui**

Plan N° /




PRELEVEMENT : P4

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Encadrement de fenêtre aluminium
Partie du composant	Joint souple noir

Présence d'amiante **Non**

Plan N° /



	<p align="center">Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</p> <p align="center">Avant démolition</p>	<p align="right">N° : 450633 17/11/2017</p>
Immeuble bâti concerné :	<p>Bâtiment B20 , boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES</p>	

PRELEVEMENT : P5

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Poteaux métallique
Partie du composant	Peinture marron
Présence d'amiante	Non
Plan N°	/



PRELEVEMENT : P6

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Toiture et étanchéité
Partie du composant	Joint souple (type silicone)
Présence d'amiante	Non
Plan N°	/



Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

PRELEVEMENT : P7

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Toiture et étanchéité
Partie du composant	Joint blanc

Présence d'amiante **Oui**

Plan N° /

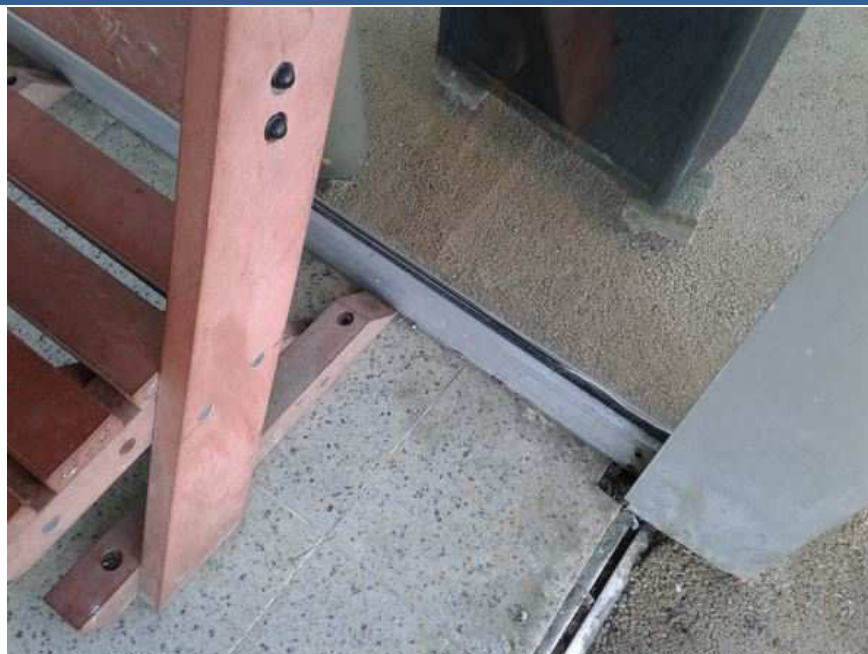


PRELEVEMENT : P8

Pièce ou Local	Avancée
Composant de la construction	Revêtements de sol (étanchéité)
Partie du composant	Joint souple gris (type silicone)

Présence d'amiante **Non**

Plan N° /



Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

ANNEXE 3 - PROCES VERBAUX DU LABORATOIRE

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**



Parc d'affaires Espace Performances Bât K
35760 SAINT-GREGOIRE
Tel : 02.99.35.41.41
Fax : 02.23.22.52.27
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5970



Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

**RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1417-40059 EN DATE DU 16/11/2017
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)**

Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : QUALICONSULT IMMOBILIER - NANTES 6bis, rue Alessandro Volta BP 708 44481 CARQUEFOU	Réf. Commande ITGA : IT1417-40059 Réf. Commande Client : 450633/P1
--	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 15/11/2017

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique
- ou
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération de poussières sur grille de microscope électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique(s) : Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)
ou
Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique	Nb de préparations	Date d'analyse	Résultat / Type d'amiante
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES Réf échantillon client : P0001 - Colle de carrelage 40x40 gris tacheté + ragréage - Avancée / Revêtements de sol			Réf échantillon ITGA : IT141711-23684	Description ITGA : Colle beige avec poussières / Carrelage
► Colle beige avec poussières	META	1	16/11/2017	Amiante non détecté / -
Carrelage	---			Non analysé
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES Réf échantillon client : P0002 - Ragréage seul - Avancée / Revêtements de sol			Réf échantillon ITGA : IT141711-23685	Description ITGA : Ragréage gris en vrac / Matériau compact blanc en vrac
► Ragréage gris en vrac non séparable + matériau compact blanc en vrac non séparable	META	1	16/11/2017	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES Réf échantillon client : P0003 - Joint gris - Avancée / Encadrement de fenêtre aluminium			Réf échantillon ITGA : IT141711-23686	Description ITGA : Matériau mou gris avec poussières
► Matériau mou gris avec poussières	META	1	16/11/2017	Présence de fibres d'amiante / Chrysotile

Validé par : Christophe LE BOURHIS - Analyste



La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 03

Page 1/2

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

**RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1417-40059 EN DATE DU 16/11/2017
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)**

Fraction analysée	Technique analytique	Nb de préparations	Date d'analyse	Résultat / Type d'amiante
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES			Réf échantillon ITGA : IT141711-23687	
Réf échantillon client : P0004 - Joint souple noir - Avancée / Encadrement de fenêtre aluminium			Description ITGA : Matériau souple noir avec poussières	
▶ Matériau souple noir avec poussières	META	1	16/11/2017	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES			Réf échantillon ITGA : IT141711-23688	
Réf échantillon client : P0005 - Peinture marron - Avancée / Poteaux métallique			Description ITGA : Peintures multiples en vrac	
▶ Peintures multiples en vrac	META	2	16/11/2017	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES			Réf échantillon ITGA : IT141711-23689	
Réf échantillon client : P0006 - Joint souple (type silicone) - Avancée / Toiture et étanchéité			Description ITGA : Matériau souple incolore avec poussières	
▶ Matériau souple incolore avec poussières	META	1	16/11/2017	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES			Réf échantillon ITGA : IT141711-23690	
Réf échantillon client : P0007 - Joint blanc - Avancée / Toiture et étanchéité			Description ITGA : Matériau mou blanc avec poussières	
▶ Matériau mou blanc avec poussières	META	2	16/11/2017	Présence de fibres d'amiante / Chrysotile
Réf dossier client : 450633 - Amiante avant démol. - B20 20, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES			Réf échantillon ITGA : IT141711-23691	
Réf échantillon client : P0008 - Joint souple gris (type silicone) - Avancée / Revêtements de sol (étanchéité)			Description ITGA : Matériau souple gris avec poussières	
▶ Matériau souple gris avec poussières	META	1	16/11/2017	Amiante non détecté / -

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 03

Page 2/2

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

ANNEXE 4 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**



ATTESTATION D'ASSURANCE

ASSOCI

MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES / MMA IARD
14, boulevard Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Atteste que le souscripteur désigné ci-dessous :

QUALICONSULT IMMOBILIER
Velzy Plus – Bâtiment E
Rue du Petit Clamart
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Est titulaire du contrat de **RESPONSABILITE CIVILE n°127.106.241** destiné à garantir les conséquences pécuniaires des fautes, erreurs, omissions qui pourraient être commises dans l'exercice des missions confiées en qualité de diagnostiqueurs immobiliers.

Les missions :

- o Diagnostic amiante avant travaux ou démolition,
- o Diagnostics amiante avant-vente,
- o Dossier technique amiante,
- o Diagnostic gaz,
- o Diagnostic termites,
- o Exposition au plomb (CREP),
- o Risques naturels et technologiques,
- o Diagnostic de performance énergétique,
- o Diagnostic légionellose,
- o Diagnostic radon,
- o Etat des lieux,
- o Prêt conventionné : normes d'habitabilité, prêt à taux zéro,
- o Contrôle périodique amiante,
- o Etat parasitaire,
- o Loi Carrez,
- o Diagnostic Métrage Habitable Loi Boutin,
- o Etat de l'installation électrique intérieure,
- o Millièmes/Tantièmes,
- o Diagnostic technique SRU,
- o Recherche de plomb dans l'eau,
- o Recherche de plomb avant travaux,
- o Etat descriptif relatif à la décence et la performance technique du logement (loi Scellier),
- o Assainissement autonome et privatif,
- o Diagnostic conformité piscine,
- o Diagnostic gestion des déchets issus de démolition,
- o Assistance dans l'évaluation des risques professionnels pour la santé et la sécurité des travailleurs (décret 2001-1016 du 5 nov. 2001) : document unique

Les sommes assurées :

- o RC Exploitation : 8.000.000 € tous dommages confondus par sinistre
- o RC Professionnelle : 2.000.000 € tous dommages confondus par sinistre et par année

La présente attestation est délivrée pour valoir ce que de droit pour la période du **1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017**. Elle ne peut engager la compagnie au-delà des clauses, limites et conditions de la police à laquelle elle se réfère, notamment en cas de suspension et de résiliation.

Fait à Clichy, le 27 décembre 2016

MMA IARD SA
RCS Paris 440 045 882
Siège Social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

MMA IARD Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à capital variable
14030 Le Mans 440 045 882
Siège social : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9

MMA IARD
Société d'assurance mutuelle à capital variable
14030 Le Mans 440 045 882
Siège social : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9

MMA IARD Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à capital variable
14030 Le Mans 440 045 882
Siège social : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9

MMA IARD
Société d'assurance mutuelle à capital variable
14030 Le Mans 440 045 882
Siège social : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**

ANNEXE 5 - ATTESTATION DE CERTIFICATION

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES**



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI3296 Version 002

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur POUPARD Thomas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention Amiante Avec Mention**
Date d'effet : 07/09/2017 - Date d'expiration : 06/09/2022

Amiante sans mention Amiante Sans Mention*
Date d'effet : 07/09/2017 - Date d'expiration : 06/09/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 07/09/2017.



* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.
**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'insalubrité par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 23 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles, foyers et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 18 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation onéreuse de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
W 44243
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPEDIFR 11 rev13

Immeuble bâti concerné : **Bâtiment B20**
, boulevard Maurice Guillaudot - 56000 VANNES



Certificat

Diagnostics Techniques Immobiliers

La certification de compétences de personnes physiques est attribuée par
GINGER CATED à :

POUPARD Thomas sous le numéro 1404

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics suivantes :

		Intitulé du type de diagnostic technique immobilier	Date d'effet	Date d'expiration
<input type="checkbox"/>	Amiante	Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante		
<input checked="" type="checkbox"/>	Plomb	Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)	20/07/2015	19/07/2020
	<input type="checkbox"/> Mention Plomb:	Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) Contrôle après travaux en présence de plomb (CTPP)		
<input type="checkbox"/>	Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment en métropole et en outre mer		
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Outremer:			
<input type="checkbox"/>	DPE	Diagnostic de performance énergétique		
	<input type="checkbox"/> Mention DPE:	Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments		
<input type="checkbox"/>	GAZ	Etat des installations intérieures de gaz		
<input type="checkbox"/>	Electricité	Etat des installations intérieures d'électricité		

Légende: C=Certification - R=Reconnaissance - T=Transfert

Le lundi 20 juillet 2015



Le Directeur Ginger Cated
Michel KHATIB



E20 - v12 du 14/10/2013
Ref: 201404P7CC2015



GINGER CATED – ZAC La Clef Saint Pierre - 12 avenue Gay Lussac - 56990 ELANCOURT
Téléphone : 01 30 85 24 60 – Email : certificated.contact@gingergroupe.com - Site : www.cated.fr

page 1 sur 2